

[Texte]

to go on, and then probably later on the minister. So if the clerk could check into that, I suppose one of the officials probably would be Dr. Slater, who has been involved in that. He was in New York at this event on Monday evening. Any others? If we find out who is assigned to those positions now, we will have the clerk do that. Then of course there are some witnesses who will certainly be of interest to us.

I think back, Mr. Caccia, you know, the agreements with the provinces and what they have, how far they have got along on their commitments. I think the minister or one of the officials at some meeting mentioned that we have a target of 50% reduction by 1994 and that we have reached I think 40% now. I think that was the figure we were given. They always say the last 10% is the hardest to achieve.

I think that would be in order, to just find out where we are. Then of course I would assume, Charles, that officials of the ministries of the environment of the provinces, with I suppose the Ontario government and Quebec at the top of the list, because they are the two big polluting provinces.

Mr. Caccia: Mr. Chairman, you might want to consider asking for a submission in writing with their assessment so that we receive their communication and can study it and then decide whether we want to call them as witnesses or not, depending on what they say. It may save some time. It may facilitate the process as far as the provinces are concerned, whose officials are not in Ottawa.

The Chairman: In other words, you are asking the ministry how much have you achieved of your commitment.

Mr. Caccia: Yes—in response to a request from you.

• 1550

The Chairman: Okay, fine. I think that is an excellent idea.

Now, we had the agreements and the negotiations with the provinces east of Saskatchewan, and I wondered at the time why we didn't do anything west, to see what they are doing. That certainly might be worthwhile considering, although it was the eastern provinces and of course the three of them, Manitoba, Ontario, and Quebec, that were the polluters.

Any other suggestions now?

Mr. Caccia: Yes, Mr. Chairman. In the study prepared by Mr. Curren there are a number of interesting points. I was wondering whether on the four last points on page 3 he could provide us with an update, nothing very long and elaborate, but nevertheless a brief analysis or a brief report on items (i), (j), (k), and (l). If he were to do that, it would give us an idea as to whether and how we should tackle these items in the future for further examination.

[Traduction]

donnerait une base, puis nous pourrions plus tard convoquer le ministre. J'aimerais que le greffier se renseigne à ce sujet, j'imagine que nous aurions à convoquer M. Slater, qui connaît bien le dossier. Il était lui aussi présent à la cérémonie de New-York lundi soir. Y en a-t-il d'autres? Le greffier veillera à savoir quels autres hauts fonctionnaires nous pourrions convoquer. Nous voudrions bien sûr entendre aussi d'autres témoins intéressants.

Je pense qu'il serait bon, monsieur Caccia, que nous examinions les accords avec les provinces et les progrès qui ont été faits, pour savoir dans quelle mesure elles ont respecté leurs engagements. Lors d'une séance, le ministre ou un de ses hauts fonctionnaires a mentionné la cible d'une réduction de 50 p. 100 d'ici 1994, et je crois savoir que nous avons atteint 40 p. 100. Ce sont les chiffres qu'on nous a donnés, je crois. Mais on dit toujours que ce sont les derniers 10 p. 100 qui sont le plus difficile à réaliser.

Je pense qu'il serait bon de savoir où nous en sommes. Bien sûr, j'imagine, Charles, que nous pourrions convoquer des fonctionnaires des ministères provinciaux de l'Environnement, en premier lieu ceux du gouvernement de l'Ontario et du gouvernement du Québec, parce que ce sont les deux grandes provinces polluantes.

M. Caccia: Monsieur le président ne, conviendrait-il pas de demander des évaluations écrites afin que nous puissions étudier leurs textes et décider si nous voulons les convoquer ou non, selon ce qu'ils auront à dire. Cela nous épargnerait du temps et cela pourrait faciliter les choses pour les provinces, dont les fonctionnaires ne sont pas à Ottawa.

Le président: Autrement dit, on demanderait aux ministères provinciaux de nous indiquer dans quelle mesure ils ont atteint leurs objectifs.

M. Caccia: Oui, et c'est vous qui leur adresseriez cette demande.

Le président: Fort bien. Je pense que c'est une excellente idée.

Bon, nous avons examiné les accords conclus et les négociations menées avec les provinces situées à l'est de la Saskatchewan, et je me suis demandé à ce moment-là pourquoi nous n'avions pas étudié les provinces de l'Ouest, pour savoir ce qu'elles font. Il serait certainement bon d'aller voir de ce côté, même si ce sont les provinces de l'Est, et bien sûr le Manitoba, l'Ontario et le Québec, qui sont les plus polluantes.

Avez-vous d'autres suggestions?

M. Caccia: Oui, monsieur le président. Le texte de M. Curren soulève plusieurs questions intéressantes. Il serait bon, je crois, qu'il nous prépare une mise à jour sur les quatre derniers points de la page 3. Rien de très long ni de très compliqué, mais une brève analyse ou un bref rapport sur les questions i), j), k) et l). Nous aurions ainsi une meilleure idée de la façon dont nous devrions aborder ces questions à l'avenir.